



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU HAUT-RHIN

Direction des
Collectivités Locales et
de l'Environnement
Bureau des Installations
Classées
IS/109

A R R E T E

n° 2006-101-2 du 11 AVR 2006

**portant exécution de travaux d'office sur le site du dépôt de déchets de lindane de
la Société PCUK situé à SIERENTZ**

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'Environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'environnement et notamment son article L 512-3 ;
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 96-2377 du 12 novembre 1996 imposant à la Sté PCUK, la pose d'une clôture, la vérification du bon fonctionnement du système de drainage, la mise en place d'un réseau de surveillance des eaux souterraines et la réalisation régulière d'analyses de contrôle de la qualité de ces eaux ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 970484 du 19 mars 1997 qui met en demeure la société de poser ladite clôture,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 970535 du 25 mars 1997 qui met en demeure la société de vérifier le bon fonctionnement du système de drainage précité,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 971048 du 9 juin 1997 qui met en demeure la société de mettre en place le réseau de surveillance des eaux souterraines précité,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 971124 du 18 juin 1997 engageant une procédure de consignation correspondant au montant des travaux nécessaires à la pose de la clôture,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 971128 du 18 juin 1997 engageant une procédure de consignation correspondant au montant des travaux nécessaires à la vérification du drain et l'analyse d'un prélèvement d'eau au droit de l'exutoire de ce drain,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 00-0224 du 1^{er} février 2000 portant exécution de travaux d'office de surveillance et de protection sur le site du dépôt de déchets de lindane de la Sté PCUK à SIERENTZ ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 00-0223 du 1^{er} février 2000 portant exécution de travaux d'office d'entretien du terrain sur le site du dépôt de déchets de lindane de la Sté PCUK à SIERENTZ ;

- VU** l'arrêté préfectoral n° 02-0371 du 12 février 2002 portant prescriptions d'urgence, en vue de mettre fin aux désordres constatés par l'ADEME ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 02-0864 du 2 avril 2002 portant mise en demeure de se conformer à l'arrêté n° 02-0371 du 12 février 2002 susvisé ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 02-1301 du 16 mai 2002 portant exécution de travaux d'office sur le site du dépôt de déchets de lindane de la Sté PCUK à SIERENTZ ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 02-1297 du 16 mai 2002 modifiant l'arrêté n° 00-0224 du 1^{er} février 2000 susvisé ;
- VU** le rapport de l'inspecteur des Installations Classées en date du 15 février 2006 ;
- VU** l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du Haut-Rhin du 2 mars 2006 ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement d'imposer des prescriptions complémentaires à la société PCUK ;

CONSIDERANT la circulaire du Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement du 7 juin 1996 relative à la procédure administrative et juridique applicable en matière de réhabilitation de sites pollués,

CONSIDERANT la lettre de l'ADEME du 28 janvier 2002, qui décrit l'état du dépôt de Sierentz et qui transmet les résultats des contrôles effectués (teneurs en lindane dans la nappe phréatique en aval hydraulique du site en augmentation, système de drainage obturé, indices de dégradation de l'étanchéité de la capsule contenant les déchets, protection du piézomètre central détruite),

CONSIDERANT la lettre de Maître Patrick OUIZILLE, liquidateur judiciaire de la Société PCUK, du 14 février 2002, signifiant qu'il ne sera pas donné suite aux prescriptions de l'arrêté n° 020371 du 12 février 2002 susvisé faute de fonds,

CONSIDERANT les lettres de Maître Patrick OUIZILLE, liquidateur judiciaire de la Société PCUK, datées des 17 avril et 12 juin 2002, accusant réception des arrêtés n°02-0864 du 2 février 2002, n°02-1301 et n°02-1297 du 16 mai 2002,

CONSIDERANT la lettre du Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement du 3 mai 2002 autorisant M. le Préfet à prendre un arrêté de travaux d'office confiant à l'ADEME la réalisation des travaux :

- de maintenance du dépôt et de restauration du drainage,
- de surveillance de la nappe phréatique en aval du site pour une période de 3 ans,
- d'étude du site, notamment les mécanismes d'entrée d'eau dans la capsule, la localisation des suintements, l'impact de ces suintements et les solutions de traitement envisageables,

CONSIDÉRANT les résultats d'analyses effectuées sur des prélèvements d'eau réalisés dans la nappe souterraine de 2000 à 2005, dans les piézomètres (n° 119, 118, 58, 115 et plan d'eau) font apparaître des concentrations en lindane supérieures aux valeurs acceptées pour l'eau potable (maximum acceptable par isomère et HCH total: 0,1 µg/l).

Moyenne des Prélèvements réalisés depuis 2000:

- piézomètres n° 120 : 0,009 µg/l en HCH total,
- piézomètre n° 119 : 0,481 µg/l en HCH total,
- piézomètre n° 118 : 2,43 µg/l en HCH total.
- piézomètre n° 58 : 0,533 µg/l en HCH total.
- piézomètre n° 115 : 0,117 µg/l en HCH total.
- piézomètre n° 106 : 0,044 µg/l en HCH total.
- AEP 2 : 0,003 µg/l en HCH total.
- Plan d'eau 5,81µg/l en HCH total

CONSIDÉRANT la lettre du Ministère de l'écologie et du Développement Durable du 7 décembre 2005 autorisant le Préfet du Haut-Rhin à prendre un arrêté de travaux d'office confiant à l'ADEME, aux frais de l'exploitant, la réalisation des travaux et des contrôles précités sur une période de trois ans,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} : Réseau de surveillance et travaux

Il sera procédé, aux frais des personnes physiques ou morales responsables, à la poursuite de l'exécution des travaux suivants :

- ↳ Réaliser une campagne d'analyses **mensuelle** de la qualité des eaux souterraines prélevées dans les piézomètres ou ouvrages suivants (120, 119, 118, 58, 115, 106, AEP2, plan d'eau) indicateurs de l'impact du dépôt de déchets de lindane de la Société PCUK à SIERENTZ

Cette campagne d'analyses mensuelle des eaux doit permettre de déterminer les concentrations des différents isomères du HCH (hexachlorocyclohexane) et de HCH total ainsi que la hauteur piézométrique après nivellement des ouvrages. Les prélèvements d'échantillons d'eau doivent être effectués selon les normes en vigueur.

Deux rapports de surveillance (dont une version numérique) doivent être établis et transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 1,5 mois après chaque prélèvement.

Outre les résultats d'analyses ci-dessus, ils doivent comporter les informations suivantes :

- les coordonnées de l'organisme chargé du prélèvement
- le nom de l'agent préleveur
- les dates de prélèvements
- la coupe technique des piézomètres
- les modalités de prélèvement et de conditionnement
- les bulletins d'analyses
- le cas échéant, les commentaires relatifs aux difficultés rencontrées lors des prélèvements.

Les résultats de mesures doivent être accompagnés des observations sur leurs évolutions. La comparaison avec des valeurs seuils (potabilité, toxicité,...) devra être effectuée. Toute évolution anormale d'un paramètre sur deux prélèvements successifs doit être signalée sous forme graphique.

Un plan de localisation des piézomètres avec leurs numéros, le nombre d'analyses par piézomètre depuis novembre 2000, la valeur moyenne en (µg/l) par piézomètre, ainsi que la valeur obtenue lors de la dernière mesure en (µg/l), sera joint au rapport.

Les campagnes de surveillance des eaux souterraines prennent fin en février 2008. Cependant les modalités de surveillance pourront évoluer en fonction des besoins. A cette fin, une analyse portant sur la pertinence des modalités de contrôle sera conduite annuellement.

- ↳ Des travaux de débroussaillage qui seront réalisés deux fois par an pendant une période de trois ans

ARTICLE 2 :

L'ADEME est chargée d'exécuter ou de faire exécuter les évaluations et les travaux édictés à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Ce suivi et travaux seront réalisés pendant une période de trois ans. La fréquence fixée à l'article 1, pourra être adaptée sur la base des résultats des mesures réalisées et des évolutions constatées.

ARTICLE 3 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Directeur Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargé de l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- ↳ à Monsieur le Directeur de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME), Délégation Régionale Alsace, 8, rue Adolphe Seyboth 67000 Strasbourg,
- ↳ au liquidateur judiciaire de la Société PCUK, SCP OUIZILLE de KEATING, 51 avenue du Maréchal Joffre à Nanterre 92000,
- ↳ à M. Armand BRUNNER, rue de Koetzingue à MAGSTATT-LE-BAS, propriétaire du site.

Une copie du présent arrêté sera transmise à M. le Maire de Sierentz.

Fait à COLMAR, le 11 AVR 2006

Le Préfet, Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

André YARCIN

Délais et voie de recours (article L 514-6 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement).
La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers ou les communes intéressées à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.